

Budgets 2027 ou la crainte de nouvelles réductions de moyens

INFO MILITANTE Publié lundi 6 juillet 2026 par [Valérie Forgeront](#), [L'inFO militante](#)



Alors que la France suffoque et craint le retour d'une période caniculaire qui mettrait encore à rude épreuve les organismes tant des personnes âgées – qu'elles soient chez elles ou en établissement médicalisé –, que des jeunes – les petits dans les crèches notamment ou les plus grands, finissant actuellement de passer des examens –, ou encore bien sûr les organismes des travailleurs – tant ceux employés dans les bureaux qu'en extérieur –, le gouvernement a déjà le regard tourné vers l'automne, lequel ouvre la période budgétaire.

Or celle-ci pourrait faire monter le thermomètre du mécontentement, alors que de nouvelles économies sévères sur les dépenses publiques semblent visées. Cela même si le manque criant de moyens des services publics ne cesse d'être constaté, des hôpitaux entre autres (la fédération SPS-FO vient de déposer un préavis de grève courant du 2 juillet au 15 octobre) ou encore des établissements scolaires (la FNEC FP-FO exige des budgets et des investissements dignes de ce nom pour l'école).

Avec des revendications salariales et sur les conditions de travail toujours très vives, l'ensemble des travailleurs et usagers de la Sécu réaffirment donc plus que jamais, avec FO, leur opposition à la poursuite de politiques qui constitueraient à l'avenir autant de menaces sur l'intégrité de leurs droits.

Alors que le comité d'alerte des finances publiques se tiendra le 7 juillet, avec de possibles nouveaux gels et annulations de crédits budgétaires (le président du Sénat évoquait le 25 juin la nécessité de six milliards d'économies supplémentaires cette année), le gouvernement est déjà dans la construction des projets de textes budgétaires pour 2027 (le projet de budget de l'État et celui de la Sécurité sociale). Mi-juin, le Premier ministre a réaffirmé la volonté de son gouvernement (sans majorité à l'Assemblée) de ramener l'an prochain le déficit public (État, Sécurité sociale et collectivités locales) à 5 % du PIB, comme visé – mais compromis – cette année. Cela dans le cadre d'une trajectoire maintenue, et promise à Bruxelles, d'un déficit public à 3 % en 2029. Cela aussi sur fond d'une économie française actuellement fragile (et ce d'autant plus depuis la guerre déclenchée en février au Moyen-Orient), avec une croissance annuelle prévue à 0,5 % ou 0,7 %, selon respectivement la Banque de France et l'Insee. Ce qui peut faire craindre des répercussions, entre autres sur l'emploi et les investissements, publics comme privés.

FO s'oppose à un « nouveau désengagement de l'Assurance maladie obligatoire »

Dans l'objectif de réduction du déficit, assure Sébastien Lecornu – et alors que la campagne pour l'élection présidentielle risque de percuter les débats parlementaires –, le projet de loi de finances pour 2027 devra être adopté « *avant février* », au risque sinon d'un dérapage du déficit à 6 % ou 7 %. Rappelons qu'un projet de loi de finances pour l'année X doit être adopté à la fin décembre de l'année X-

L'inFO militante

L'article que vous êtes en train de lire est tiré de la revue « L'inFO militante », le bimensuel de la confédération Générale du Travail Force Ouvrière.
[Consulter les articles](#)

1 pour sa mise en application dès le 1^{er} janvier de l'année X. Sans cela, il est toutefois possible, par l'adoption d'une loi spéciale, de reconduire provisoirement certains crédits de l'année en cours. C'est ce qui s'est passé en décembre 2025, avant l'adoption de la loi de finances pour 2026, le 2 février, après des 49.3 en rafale. En ce début d'été, le Premier ministre a haussé le ton vis-à-vis des ministres, les enjoignant de revoir, chacun dans leurs secteurs, la copie de leurs desiderata en termes de dépenses budgétaires. Leurs demandes induiraient 24 milliards de dépenses supplémentaires et la création de 23 000 emplois publics, a souligné Sébastien Lecornu, qui s'y oppose. Au-delà de viser les administrations, donc les services publics, et par voie de conséquence leur personnel (nouveau gel des salaires ?, baisse de droits ?, baisse des effectifs ? ...), le Premier ministre semble diriger aussi son viseur, pour des économies supplémentaires l'an prochain, entre autres sur la protection sociale, notamment sur les droits relatifs aux arrêts maladie et « *dès cet été* » peut-être, note FO, en décidant un moindre remboursement de médicaments, ce qui créerait un transfert, à hauteur de 1,5 à 2 milliards d'euros, vers les complémentaires santé, au risque donc d'une hausse des tarifs des contrats et donc d'un surcoût sur les frais des ménages pour leur santé. « *Cette perspective (...) n'est pas acceptable* », a réagi FO le 23 juin. La confédération a ainsi réaffirmé « *son opposition à tout nouveau désengagement de l'Assurance maladie obligatoire, ce qui reviendrait nécessairement à pénaliser les assurés sociaux* ».

VALÉRIE FORGERONT

Journaliste à L'inFO militante

L'INFO MILITANTE

Le bimensuel de la Confédération

[#Arrêt-maladie](#) [#Conditions de travail](#) [#Emploi](#) [#Sécurité sociale](#)

Partager cet article :



Sur le même sujet
